



ARRÊTÉ n° 41-2025-01-08-00003

**mettant en demeure la société SNV VOLABRAYE de respecter les prescriptions
générales applicables aux installations classées pour la protection
de l'environnement pour son établissement situé
route de Saint-Calais, lieu dit « Les Filabes », à Savigny-sur-Braye**

LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

Vu la directive 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 211-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Xavier PELLETIER en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;

Vu le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous « les rubriques n° 2210 et 3641 » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-127-5 du 7 mai 2009 relatif aux prescriptions applicables à la société SNV VOLABRAYE à Savigny-sur-Braye ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2023-08-04-00006 du 4 août 2023 définissant les modalités de diagnostic des prélèvements et rejets des installations classées pour la protection de l'environnement en vue de la mise en place de dispositions de restriction des usages de l'eau et des rejets dans les milieux et de dispositions de gestion de crise ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2023-08-21-00023 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

Vu la visite réalisée par l'inspection des installations classées le 5 novembre 2024 sur le site exploité par la société SNV VOLABRAYE à Savigny-sur-Braye ;

Vu le rapport d'inspection des installations classées, n° RI 2024-11-05 FD01 du 28 novembre 2024, dont une copie a été transmise à la société SNV VOLABRAYE, conformément aux dispositions fixées par les articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier notifié le 5 décembre 2024 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il disposait pour formuler ses observations ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant les constats faits lors de l'inspection du 5 novembre 2024 :

- les rejets des effluents aqueux issus de la station d'épuration, au vu des dernières analyses, ne respectent pas les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral n° 2009-127-5 du 7 mai 2009 susvisé ;
- le dossier sur la gestion de la ressource en eau communiqué à l'inspection des installations classées ne précise aucune valeur maximale de consommation ;
- le contrôle des installations électriques est à jour mais certains travaux restent à effectuer afin de rendre les installations conformes.

Considérant que les constats précités constituent des non-conformités à l'arrêté ministériel du 30 avril 2004, à l'arrêté préfectoral n° 2009-127-5 du 7 mai 2009, à l'arrêté préfectoral n° 41-2023-08-04-00004 du 4 août 2023 et qu'elles ne permettent pas de garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société SNV VOLABRAYE, dont le siège social est situé route de Saint-Calais, Lieu dit « Les Filabes », à Savigny-sur-Braye (41360), est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes :

sans délai à compter de la notification du présent arrêté :

- Effectuer des contrôles hebdomadaires des rejets d'effluents aqueux à la sortie de la station d'épuration afin de vérifier le respect des paramètres définis à l'article 4.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 2009-127-5 du 7 mai 2009 ;
- Transmettre chaque semaine à l'inspection des installations classées les résultats de ces contrôles et, le cas échéant, l'origine des problèmes constatés ainsi que les mesures mises en œuvre pour corriger les dysfonctionnements ;
- Si ces dysfonctionnements persistent l'exploitant devra, jusqu'à la réfection de la station d'épuration, réduire ou arrêter les opérations concernées conformément à l'article 2.1.5 de l'arrêté préfectoral n° 2009-127-5 du 7 mai 2009.

dans les 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :

— Transmettre à l'inspection des installations classées un justificatif permettant d'attester la mise en conformité de l'ensemble des installations électriques du site conformément à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 ;

— Transmettre à l'inspection des installations classées la valeur maximale journalière et annuelle du volume d'eau que l'installation est amenée à consommer, conformément à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004.

dans les 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

— Transmettre à l'inspection des installations classées un calendrier détaillé des travaux de mise en conformité de la station d'épuration ainsi qu'une copie des devis signés notifiant la date de début des travaux de mise en conformité de la station d'épuration.

Article 2

Les éléments permettant de justifier de l'exécution des prescriptions devront être transmis dans les délais définis à l'article 1^{er} du présent arrêté, à la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de Loir-et-Cher (DDETSPP) au 31, mail Pierre Charlot – BP 10103 – 41000 Blois.

Article 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à la société SNV VOLABRAYE par lettre recommandée avec avis de réception.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher pendant au moins deux mois.

Une copie en sera adressée :

- au maire de Savigny-sur-Braye ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire ;
- à la directrice de l'agence régionale de santé Centre-Val de Loire ;
- au directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de Loir-et-Cher ;
- au sous-préfet de l'arrondissement de Vendôme.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le sous-préfet de l'arrondissement de Vendôme, le maire de Savigny-sur-Braye, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire, la directrice de l'agence régionale de santé Centre-Val de Loire et le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de Loir-et-Cher, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **8 JAN. 2025**

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général


Faustin GADEN

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet de Loir-et-Cher – Place de la République – BP 40299 – 41006 BLOIS cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr